

Madame NON

Le ministère de l'écologie regrette l'organisation du Forum alternatif, c'est la curieuse conception qu'a Mme Kosciusko-Morizet du dialogue avec les associations.

Répondant à une question orale de la sénatrice Laurence Cohen sur l'absence de financement du Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) par le ministère de l'écologie, le secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'écologie a déclaré « regretter l'organisation de forums « alternatifs », qui ne pourront pas créer les conditions d'un véritable débat au sein du Forum mondial de l'eau. » et confirmé que « le ministère ne soutiendra pas le forum alternatif » !

Dans un monde idéal, il n'y aurait pas besoin de forum alternatif. Le forum mondial de l'eau serait organisé par l'ONU et permettrait le dialogue entre les Etats, les parlementaires, les élus locaux, les gestionnaires publics de l'eau et la société civile. Les multinationales attendraient à la porte les déclarations du Forum.

Malheureusement nous ne sommes pas dans un monde idéal et le Forum mondial de l'eau, tel qu'il est aujourd'hui, est le jouet de puissants intérêts privés et non l'expression de l'intérêt général.

Pour « créer les conditions d'un véritable débat au sein du Forum mondial de l'eau », il faut le réformer radicalement ! C'est de la responsabilité des pouvoirs publics, notamment français. Mais évidemment, il est sans doute plus facile de ne rien faire et de s'en prendre au Forum alternatif !

Contrairement à ce que dit le secrétaire d'Etat, le Forum mondial de l'eau n'est pour rien dans la reconnaissance du droit à l'eau par l'ONU. A Istanbul en 2009, le dernier Forum mondial de l'eau a refusé cette reconnaissance qui a fait l'objet d'une déclaration, en dehors du Forum, par une vingtaine de pays. Maintenant est posée la question de reconnaître le droit à l'eau dans la déclaration ministérielle de Marseille et, paraît-il, ce n'est pas gagné ! C'est dire à quel point, le Forum mondial de l'eau est à la traîne et constitue un frein et non pas un moteur dans l'action politique en faveur de l'eau et de l'assainissement au niveau international.

Ses « solutions » sont toujours commerciales et sont battues en brèche partout dans le monde car elles ne répondent pas aux défis de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour l'humanité, de la préservation de la ressource pour la vie.

Ce sont toutes ces raisons qui rendent plus nécessaires que jamais la tenue d'un Forum alternatif. En regretter la tenue ne témoigne pas d'un bien grand respect des associations et des citoyens. Mais surtout, c'est se voiler la face devant l'échec du Forum mondial de l'eau et ne pas prendre ses responsabilités face à la crise mondiale de l'eau.

Jean-Claude Oliva

Coordination EAU Île-de-France

Montreuil, le 8 février 2011

NB: ci-dessous le compte-rendu intégral de l'échange avec le secrétaire d'Etat

Financement du forum mondial de l'eau et du forum alternatif mondial de l'eau 2012

[M. le président.](#) La parole est à Mme Laurence Cohen , auteur de la question n° 1532, adressée à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

[Mme Laurence Cohen.](#) Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, mes chers collègues, le Forum mondial de l'eau se réunit tous les trois ans. Comme vous le savez, le prochain se tiendra à Marseille en mars 2012.

Ce forum mondial n'est pas une émanation de l'ONU. C'est un organisme privé, lieu d'affaires privilégié pour les grandes multinationales de l'eau.

Il bénéficie de toutes les attentions des pouvoirs publics, et notamment de moyens financiers conséquents. Son budget s'élève à plus de 30 millions d'euros, provenant en partie de différents ministères, des agences de l'eau, mais aussi de la ville de Marseille, qui contribue à hauteur de 5 millions d'euros.

Le député André Flajolet, président du Comité national de l'eau, ou CNE, a même été désigné commissaire de cet événement, preuve de l'attention toute particulière que lui porte le Gouvernement.

De son côté, le forum alternatif, réunissant des instances et des mouvements du monde entier, est né du constat de l'insuffisance des réponses apportées par le forum « officiel » et de la volonté de prendre la mesure du 1,1 milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'eau, ainsi que des plus de 15 millions de celles et ceux qui meurent par manque d'eau ou des suites de maladies liées à la consommation d'eau insalubre.

Les politiques actuelles, menées en lien avec le Conseil mondial de l'eau et le *Global Water Partnership*, institutions internationales privées, sous l'impulsion de la Banque mondiale et des multinationales de l'eau, dominant le marché et considèrent l'eau comme de l'or bleu. Elles sont bien loin des préoccupations et des besoins des populations pauvres de la planète.

Il y a donc urgence à sortir l'eau de la sphère de la marchandisation et à en faire l'objet d'une réappropriation citoyenne, parce qu'elle représente un droit essentiel à la vie. L'eau , bien commun de l'humanité, doit devenir un droit universel, fondamental et inaliénable, tant elle est au cœur des défis sociétaux, environnementaux, économiques et humains des prochaines

décennies. C'était le sens de la proposition de loi que le groupe CRC avait déposée en 2009, tendant à une véritable mise en œuvre du droit à l'eau.

Plusieurs milliers de participants, venus des cinq continents, se rassembleront autour du Forum alternatif mondial de l'eau pour, notamment, porter ce message. Et pourtant, jusqu'à aujourd'hui, malgré des paroles encourageantes – M. Flajolet s'est ainsi engagé à se rendre sur place, ce qui est une très bonne nouvelle car cela contribuera à créer des passerelles d'échanges entre les deux forums –, le forum alternatif ne bénéficie toujours d'aucune subvention ministérielle.

C'est pourquoi je souhaite connaître, monsieur le secrétaire d'État, quel soutien financier le ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement compte apporter à l'organisation et au bon déroulement de ce forum alternatif, pour assurer une utilisation équitable des financements publics.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État.

M. Benoist Apparu, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement. Madame la sénatrice Laurence Cohen, comme vous l'avez rappelé, le Forum mondial de l'eau se déroulera à Marseille du 12 au 17 mars 2012.

Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement attache évidemment une grande importance à cette manifestation. En effet, comme vous venez de le souligner, l'eau est un bien public fondamental, et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un enjeu vital pour plusieurs milliards d'humains.

Les précédents forums, qui se sont tenus à Marrakech, à La Haye, à Kyoto, à Mexico puis à Istanbul, ont permis de faire progresser la cause de l'eau. Dans la dynamique ainsi créée, l'assemblée générale des Nations unies a adopté le 28 juillet 2010 une résolution qui reconnaît le « droit à une eau potable, salubre et propre comme un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme ».

Ces progrès prouvent que, contrairement à ce que vous affirmez, le Forum mondial de l'eau n'est pas le « lieu d'affaires privilégié des grandes multinationales ». Au contraire, il permet de faire dialoguer toutes les parties prenantes : États, collectivités locales, entreprises de tous les secteurs concernés, salariés, organisations non gouvernementales, ou ONG, et citoyens.

Nous souhaitons tout comme vous que le sixième forum mondial de l'eau soit un moment important de rencontres, de débats et d'élaboration de propositions, grâce à la participation de tous les acteurs concernés. À cet égard, nous ne pouvons que regretter l'organisation de forums « alternatifs », qui ne pourront pas créer les conditions d'un véritable débat au sein du Forum mondial de l'eau.

Pour autant, Nathalie Kosciusko-Morizet, qui est attachée au processus participatif, a demandé que toutes les mesures soient prises pour organiser des passerelles entre le Forum et le forum alternatif. Des moments d'échanges particuliers seront organisés et largement diffusés sur les sujets non consensuels, comme ce que vous appelez « la marchandisation de l'eau et la réappropriation citoyenne ».

Dans le même esprit, le comité national français d'organisation du Forum prendra pour partie en charge les frais de participation, par exemple le transport et le logement, de représentants d'ONG des pays en développement, afin d'assurer une large participation d'acteurs venus des cinq continents.

Pour toutes ces raisons, le ministère ne soutiendra pas financièrement le forum alternatif, mais aidera toutes les parties prenantes à apporter leurs contributions et leurs solutions. Cela passe jusqu'au Forum par l'inscription sur la plateforme collaborative mise en place sur Internet des solutions portées par les acteurs : déjà plus de 1 000 propositions y ont été inscrites. Cela passe bien évidemment par la participation de tous, y compris la vôtre, au Forum à Marseille du 12 au 17 mars, afin d'en faire véritablement le forum des solutions et des engagements.

[M. le président.](#) La parole est à Mme Laurence Cohen.

[Mme Laurence Cohen.](#) Monsieur le secrétaire d'État, à l'écoute du début de votre intervention, j'ai cru que nous partagions les mêmes aspirations et que nous étions enfin d'accord, s'agissant de l'eau.

M. Benoist Apparu, secrétaire d'État. Mais vous avez été déçue ensuite ?

[Mme Laurence Cohen.](#) En effet ! J'avais eu l'impression que le Gouvernement prenait conscience de la marchandisation effrénée dont l'eau fait aujourd'hui l'objet, mais je me suis rendu compte que ce n'était pas possible et que je rêvais...

Je le regrette d'autant plus que, dans la première partie de votre réponse, vous repreniez les préoccupations que j'avais évoquées.

M. Benoist Apparu, secrétaire d'État. Nous les partageons !

[Mme Laurence Cohen.](#) Vous savez bien qu'il sera très difficile, en l'absence de soutien financier, d'organiser le forum alternatif dans de bonnes conditions et d'en faire un véritable cadre d'échanges dans lequel chacun pourra s'exprimer

Encore une fois, il est nécessaire de montrer qu'une prise de conscience, même tardive, a bien eu lieu, en donnant des moyens au forum alternatif.

J'espère que vous interviendrez en ce sens, monsieur le secrétaire d'État ; les actrices et les acteurs du forum y seraient très sensibles. Vous le savez, on juge les responsables politiques à leurs actes, et non à leurs paroles. Et, pour l'instant, les actes ne suivent pas vos paroles.